

Nom :

Linot

Prénom :

Ricquelle

Nature de la fonction
suscitant la déclaration

membre

Date d'entrée en fonctions ou
de début de collaboration :

Adressé à utiliser pour le
courrier :

Adresse électronique :

Indications générales

1. L'article 6 de la loi n°2013 du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte stipule : « Les membres de la commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement [cnDAspe] et les personnes qui lui apportent leur concours, ou qui collaborent occasionnellement à ses travaux, sont soumis à des règles de confidentialité, d'impartialité et d'indépendance dans l'exercice de leurs missions ».

2. Ce texte ajoute : « Ils [les membres et les personnes qui apportent leur concours à la commission, ou qui collaborent occasionnellement à ses travaux] sont tenus d'établir lors de leur entrée en fonction une déclaration d'intérêts. **Celle-ci mentionne les liens d'intérêts de toute nature, directs ou par personne interposée, que le déclarant a, ou qu'il a eus pendant les cinq années précédant sa prise de fonction, avec des entreprises, des établissements ou des organismes dont les activités, les techniques et les produits relèvent des secteurs de la santé ou de l'environnement ainsi qu'avec des sociétés ou organismes de conseil intervenant dans les mêmes secteurs.** Elle est rendue publique et est actualisée, en tant que de besoin, à l'initiative de l'intéressé, et au moins une fois par an ».

3. L'article se termine par : « Les personnes mentionnées au présent article ne peuvent prendre part aux travaux, aux délibérations et aux votes au sein de la commission qu'une fois la déclaration établie ou actualisée. Elles ne peuvent, sous les peines prévues au premier alinéa de l'article 432-12 du code pénal, prendre part ni aux travaux, ni aux délibérations, ni aux votes si elles ont un intérêt, direct ou indirect, à l'affaire examinée. Elles sont tenues au secret et à la discrétion professionnels dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 26 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ».

4. Le déclarant a l'obligation, au regard des missions qui lui sont confiées, d'indiquer ses liens d'intérêts personnels avec tout organisme dont l'implication dans une alerte ou un problème de déontologie serait étudiée dans le cadre de la commission. Lorsque des liens sont susceptibles de faire naître des conflits d'intérêts, la présidence de la commission, qui doit être saisie par le groupe au sein duquel il intervient, statuera quant à son implication au regard de l'ampleur du lien d'intérêt, de la mission concernée et de ses modalités.

Déclaration

- 1) Les activités professionnelles donnant lieu à rémunération ou gratification exercées à la date de prise de fonction

DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE A LA DATE DE PRISE DE FONCTION	RÉMUNÉRATION OU GRATIFICATION PERÇUE
Membre du Bureau d'aide juridictionnelle de la Cour de cassation	
Membre de la commission de sanction	
Membre de la commission supérieure de la codification	

Membre du Jury de Prix Idris de
Chancelier de l'Université de Paris

- 2) Les activités professionnelles ayant donné lieu à rémunération ou gratification exercées au cours des cinq dernières années

DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE	RÉMUNÉRATION OU GRATIFICATION PERÇUE
Membre de l'autorité de concurrence fin de mandat en 2019.	
Membre du conseil de veilles volontaires fin de mandat 2020.	

Président du Jury d'évaluation de la performance
administrative judiciaire

- 3) Les activités de consultant, d'études, d'intervention rémunérée ou gratifiée, de formation ou d'expertise, exercées à la date de prise de fonction et au cours des cinq dernières années

IDENTIFICATION DE L'EMPLOYEUR ou de la structure sociale d'emploi	DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE	RÉMUNÉRATION OU GRATIFICATION PERÇUE
	<i>neant</i>	

- 4) Les participations aux organes dirigeants d'un organisme public ou privé ou d'une société à la date de prise de fonction ou lors des cinq dernières années

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME PUBLIC ou privé ou de la société	DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ	RÉMUNÉRATION OU GRATIFICATION PERÇUE
	<i>neant</i>	

- 5) Les participations financières directes dans le capital d'une société à la date de prise de fonction

IDENTIFICATION DE LA SOCIÉTÉ	ÉVALUATION DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE	RÉMUNÉRATION OU GRATIFICATION PERÇUE
	<i>rien</i>	

- 6) Les activités professionnelles exercées à la date de prise de fonction par le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin du déclarant

IDENTIFICATION DU CONJOINT, DU PARTENAIRE lié par un pacte civil de solidarité ou du concubin	DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE
	<i>veuve / rien</i>

7) Les fonctions bénévoles et autres liens susceptibles de faire naître un conflit d'intérêts dans votre futur champ de responsabilité

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE ou de la personne morale	DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET RESPONSABILITÉS EXERCÉES
	<i>neant</i>

8) Fonctions et mandats électifs

neant

9) Collaborateurs parlementaires (pour les mandats nationaux ou européens uniquement)

neant

10) Autres liens d'intérêts que vous considérez devoir porter à connaissance notamment invention ou détention d'un brevet, d'un produit, modèle, procédé ou autre forme de propriété intellectuelle

11) Attestation

Je soussigné, *Pierrette Lindt* certifie sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements indiqués dans la présente déclaration,
- ne pas prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise, un organisme ou dans une opération dont je suis amené, au moment de mon entrée en fonction en tant que membre de la CNDAspe ou lui apportant mon concours ou collaborant occasionnellement à ses travaux, en tout ou partie, à étudier son implication dans une alerte ou un problème de déontologie.

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, j'ai connaissance du fait que je dispose d'un droit d'accès et de rectification des données qui me concernent.

Fait à *Paris* le *10 Juin 2021*.

Signature